

BULLETIN D'INFORMATION



de l'Amicale des Anciens Guérilleros Espagnols en France (F.F.I.)

J.O. n° 64, 22-07-1976 - Siège social national : 27, rue Emile Cartailhac, 31000 Toulouse - Libellé chèques : AAGEF

« Résister est un verbe qui se conjugue au présent » (Lucie Aubrac)

Bulletin trimestriel - Directeur de la publication : Henri Farreny - N° CPPAP 0924 A 07130 3 €

Contacts : aagef.ffi@free.fr 1^{er} trimestre 2021 (parution : 12 avril 2021) n° 161

1871 Les hommes meurent... 1931 1946 leurs idées demeurent 2021

Voici 150 ans, du 18 mars au 28 mai 1871, les *Communards* parisiens « montaient à l'assaut du ciel ». Comme l'histoire de la *Grande Révolution* (1789) – qui renversa la royauté – et de la *Révolution de 1848* – qui adopta la devise *Liberté, Égalité, Fraternité* – leur lutte pour une république sociale, laïque et démocratique a fait le tour du monde.

Voici 90 ans, le 14 avril 1931, à Madrid et Barcelone, à Valencia comme à Bilbao ou Séville on chanta *La Marsellesa*. En décembre, la nouvelle constitution proclama que « *España es una república democrática de trabajadores de toda clase* ». Cinq ans plus tard, une des premières unités des *Brigades Internationales* s'appelaient *Bataillon Commune de Paris*. Notre camarade **Jesús GARCÍA**, qui aura 103 ans en octobre prochain, en était : voir en page 12.

Voici 75 ans, le 9 février 1946, *l'Espoir* de 1936 était grand à nouveau car la toute jeune ONU avait sévèrement condamné le régime franquiste. Hélas, malgré la mobilisation des militants républicains, malgré le courage des guérilleros qui continuèrent le combat en Espagne, la dictature se consolida. Le 21 février, 1946, **Cristino GARCÍA**, héros de la Résistance en France, était fusillé à Madrid.

Écrit en 1866 par Jean-Baptiste Clément, futur *Communard*, ce vers exprime toujours l'espoir



En 2021, hélas, l'Espagne est encore un royaume ! Si les hommes sont égaux en droits comme l'ont proclamé nos ancêtres de 1789, comment peut-on être monarchiste ? La prétendue « *transición* », commencée en 1975 n'est toujours pas achevée, tant il reste d'empreintes du franquisme dans l'Espagne d'aujourd'hui, dont l'appareil d'état (justice, police, armée) et la constitution. Si les Républicains ont eu raison de résister en 1936 à la coalition des fascismes européens, il convient de réanimer les principes pour lesquels ils combattirent (cf. tribune ci-après en p. 10-11).

Fidèles aux idéaux progressistes des fondateurs de notre association, nous sommes favorables à des référendums portant sur le remplacement du régime conservateur institué au lendemain de la mort de Franco. L'opinion publique espagnole évolue majoritairement en ce sens (cf. bulletin n° 160 p. 15). Nous souhaitons que l'actuel gouvernement accompagne résolument cette aspiration à la démocratisation, dans toutes ses dimensions.

Dans ce contexte nous nous réjouissons que les présidents Macron et *el presidente Sánchez* aient rendu visite *al presidente Azaña* (cf. p. 6). Nous apprécions que notre association soit officiellement invitée pour « *el acto de estado* » du 8 mai* prochain à Madrid, en hommage à ceux qui combattirent le fascisme.

Henri Farreny

* Date issue du débat entre associations et gouvernement dans le cadre de la préparation de la nouvelle *Ley de Memoria Democrática*



De par la pandémie, toutes les activités sont perturbées. Les nôtres aussi.

Dont l'organisation et la participation aux réunions et manifestations.

Sans renoncer, protégeons-nous.

Samedi 5 juin - 11 h - Prayols

(Ariège, à 6 km au sud de Foix)



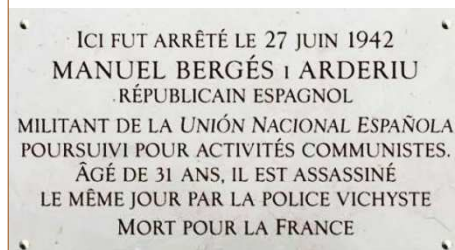
2021 : honneur à la Résistance espagnole, active dès 1941

Contacts : 06 34 46 50 17 - 05 61 69 85 81
jeannine.garcia518@orange.fr

**Vendredi 25 juin 2021 – 10 h 30
23 rue Vicq d'Azir, Paris 10^e**

Le 27 juin 1942 à Paris, une rafle frappa des dizaines de résistants espagnols. **Manuel BÉRGÉS**, soupçonné d'être leur chef, mourut le jour même, à la préfecture, d'une balle dans la bouche tirée par l'arme d'un policier. Sur dossier présenté par l'AAGEF-FFI, la mention *Mort pour la France* lui a été attribuée le 29 avril 2016. La plaque ci-dessous, installée le 2 mars 2020, non inaugurée pour cause de Covid-19, le sera maintenant :

**En hommage aux Espagnols
tombés à Paris en 1941-1944**



**14 avril 1931 – 14 avril 2021
¡Viva la República!**

En pages 2 et 5, annonces de cérémonies à :
Auxerre, Bayonne, Bordeaux, Huesca, Irún

En pages 10 et 11, tribune :

La República del siglo XXI

Dans le sommaire

P. 2 Bayonne, Irún
P. 2 Henri DÍAZ, Francisco LARROY
P. 3 15^e Marche pour la Dignité
P. 4 Juan RIERA, Cristino GARCÍA
P. 4 C. Astruc et Marie Piqué à Borredon
P. 5 Angoulême, Auxerre, Bordeaux, Huesca

P. 6 E. Macron et P. Sánchez à Montauban
P. 7 Dialogue avec les présidents
P. 7 C. Astruc à Septfonds
P. 8 Enzo GODEAS – Livres pour déconfiner
P. 9 Isabel Argentina ÁLVAREZ MORÁN
P. 10 10 tesis sobre el futuro de la democracia
P. 12 1931-2021 : merci aux vétérans

De 1931 à 2021 : à Bayonne et Irun, à pleins poumons, l'air de la Liberté

Nous avons réfléchi depuis quelques mois à comment commémorer les 90 ans de la II^e République Espagnole, en ces temps de pandémie. Notre première idée fut de projeter des films relatant l'histoire de nos parents. Nous avons encore dans nos oreilles, dans notre mémoire, la description que faisait Virgilio Peña Córdoba* de ce jour du 14 avril 1931 et de la fête qui eut lieu à Espejo, son village natal. Nos salles de cinéma sont toujours fermées... Nous avons rêvé de 3 ou 4 séances avec débats. Nous avons rêvé... En même temps, sur les conseils de Carlos Remacha Elvira et Víctor López Barrantes, nous envisageons de célébrer cet anniversaire en plein air.

Donc, nous nous retrouverons le mercredi 14 avril prochain à 11 heures au cimetière Saint Léon de Bayonne où reposent de nombreux Républicains Espagnols. Une gerbe sera déposée et une allocution prononcée en présence des autorités.

Le 17 avril à 11 heures, nous continuerons cette célébration au bout du pont international qui relie Irun** à Hendaye, cette fois avec des

membres de l'association républicaine d'Irun "Nicolás Guereñiain", dont son président Tino Zamora. Devant les plaques à la mémoire des républicains espagnols, Pantxika Cazaux-Muñoz interviendra au nom de l'AAGEF-FFI après M. le maire d'Hendaye, Kotte Ecenarro. Un dépôt de gerbe viendra clore la cérémonie. Un jeune musicien espagnol, Martín, entouré de nos drapeaux, jouera quelques morceaux à la guitare. Toutes les mesures sanitaires seront respectées.

Juan Muñoz Dauvissat

* Né le 2 janvier 1914, Virgilio est décédé le 6 juillet 2016. Cf. notre bulletin n° 143.

** On écrivait en espagnol : Irún. Aujourd'hui le nom officiel est : Irun (pas de « ú » en basque).

Photo à gauche : sur le pont international, courant vers la France, le journaliste Raymond Walker sauvant un enfant lors de la prise d'Irun par les factieux en septembre 1936.

Photo à droite : Gregorio Cenitagoya González (né le 3 avril 1921, décédé le 15 février 2018 ; cf. bulletin n°149) devant la plaque mémorielle située à Hendaye au bout du pont international.



Francisco Larroy, l'honneur d'une vie

Ce 23 janvier, le Préfet du Gard a remis l'insigne de Chevalier de la Légion d'honneur à notre camarade **Francisco Larroy Masueras**, né le 2 juillet 1924 à Sariñena (Aragón). Décoration bien méritée et depuis si longtemps ! Car, le 25 octobre 1946, Francisco a reçu la Croix de Guerre avec étoile d'argent pour sa participation à la fameuse bataille de la Madeleine⁽¹⁾ (Tornac, Gard, 25 août 1944), avec 35 guérilleros de la 21^e Brigade du Gard commandée par **Gabriel Pérez Díaz**⁽²⁾. Voici un large extrait de sa réponse à l'allocution du

« [...] J'ai en ce moment une pensée pour ma famille et tout particulièrement pour mon père qui, maire de Sariñena (Aragon), refusa de donner aux autorités franquistes une liste de républicains espagnols à fusiller. Cela nous a valu l'exil, mais a sauvé notre honneur. Je repense à ma vie, faite de souffrances endurées pendant la Guerre d'Espagne puis dans le camp du Barcarès. Une vie de luttas et d'espoir dans la Résistance Française. Je pense à mes camarades de combat et tout particulièrement à mon ami, **Elías Piquer**, tué par une balle franquiste⁽³⁾, qui est mort dans mes bras. Nous étions tous très jeunes et lut-

Henri Díaz, un des derniers Brigadistes

Enrique Díaz, que nous présentions dans le bulletin n° 156, nous a quittés à l'âge de 103 ans le 12 mars dernier. Né en 1917 à Vierzon (Cher) de parents espagnols, il rejoint l'Espagne avec son père dès septembre 1936.



Engagé dans les Brigades Internationales, il ne revient en France qu'en mars 1939. Arrêté par les Allemands et déporté, il réussit à deux reprises à rejoindre l'hexagone. Il deviendra le *commandant Bertrand* dans la Résistance. Nous l'avions rencontré à plusieurs reprises dans sa petite propriété de Bidart.

A son épouse Bernadette, nous réitérons nos condoléances attristées.

JMD

Via cette carte de vœux pour 2021, notre ami Victor Barrantes nous a rappelé que 80 ans auparavant, le 23 octobre 1940, Hitler rencontrait Franco en gare d'Hendaye.



Le lendemain, 24 octobre 1940, en gare de Montoire, Pétain et Hitler officialisaient leur honteuse « collaboration ».



tions pour un monde meilleur. Nous avons fait notre cette devise : "il vaut mieux mourir debout que vivre à genoux". Pour nous, il fallait libérer l'Espagne du dictateur Franco et la France de l'occupant nazi. Je sais que ma décoration est aussi un peu la leur.

La France libérée, il fallait la reconstruire, s'intégrer par le travail. Dans les travaux publics, puis dans les mines. C'est avec fierté que je suis devenu français [...] A bientôt 96 ans, cette décoration me conforte dans l'idée du bien-fondé de mes choix de vie.

Nous traversons une épreuve difficile avec le COVID, mais je sais que comme nous avons vaincu les guerres du passé, nous vaincrons également celle-ci et nous retrouverons la Liberté qui a guidé les pas des Guérilleros Espagnols et des Résistants Français. Merci. ».

⁽¹⁾ Selon le pointage publié en 2015 dans ce bulletin (n° 138, p. 14), 35 Espagnols et 3 Français ont été décorés de même à l'issue de cette bataille. Dont Antonio, frère de Francisco, né en 1921, décédé en 2015. Francisco est le dernier survivant.

⁽²⁾ Né en 1909 à Oviedo (Asturias), il a poursuivi la lutte en Espagne où il fut tué le 30 avril 1948.

⁽³⁾ La 21^e Brigade a participé à la *Ofensiva de los Pirineos* en octobre 1944. **Elías Piquer Vicente**, né en 1925, est enterré à Benasque (Aragón).



Dernière minute, 11/4/21 : Francisco est décédé cette nuit

De g. à d. : le Préfet du Gard, Francisco Larroy, Joachim Garcia président de l'AAGEF-FFI Section Gard-Lozère

15^e Marche pour la Dignité : de la Gare de Borredon au camp de concentration de Septfonds

Créée en 2007 par MER 82 (Amicale du camp de concentration de Septfonds et autres lieux de la Mémoire de l'Espagne Républicaine en Tarn-et-Garonne) cette manifestation est depuis 10 ans conjointement animée par le CIIMER, union d'associations dont le siège est en Gare de Borredon (hameau de Montalzat, à 30 km au nord de Montauban).

Cette gare, achetée et aménagée grâce à une vaste souscription populaire animée par les associations du CIIMER, desservait le camp de concentration ouvert début mars 1939 pour y enfermer, dans des conditions indignes, de nombreux soldats de l'Armée Populaire de la République espagnole, réfugiés en France en février 1939. Dans la semaine du 5 au 12 mars 1939, 16 000 d'entre eux furent débarqués en Gare de Borredon puis conduits à pied sur le site du camp, à 6,5 km de là. D'autres convois arrivèrent par la suite...

On estime qu'au total près de 30 000 personnes furent reléguées ici ; la quasi-totalité était espagnole ; environ 300 personnes y furent enfermées parce que juives et déportées vers les camps d'extermination nazis.

En 2020, lors de la 14^e Marche, trois centaines de personnes avaient suivi la route empruntée par les prisonniers de la gare au camp. Cette fois-ci, avec la COVID 19, le couvre-feu et les difficultés pour voyager, nombre de délégations associatives avaient averti qu'elles ne pourraient venir. Néanmoins, **samedi 13 mars 2021**, à 9 h 30, nous fûmes près d'une centaine au départ de la gare. Surprise : le capitaine Dronne (incarné par Joan Fabra), avec sa célèbre jeep "Mort aux cons" était au rendez-vous ! Joan, premier président de l'Association de la Base Sous-Marine de Bordeaux, en est aujourd'hui le trésorier. Il est aussi membre du bureau national de l'AAGEF-FFI et du Comité d'Animation du CIIMER.

Une heure et demie plus tard, la "colonne de Borredon" parvenait au Mémorial du camp de concentration de Septfonds. Énorme surprise : malgré la pandémie, plus de 400 personnes étaient au rendez-vous de la deuxième phase de la manifestation. Plusieurs associations de protection de l'environnement (le COSALDE, France Nature Environnement), de partisans d'une agriculture écologiste (la Confédération Paysanne), de défense de la condition animale, avaient efficacement appelé à venir manifester contre la porcherie industrielle récemment mise en route sur les lieux mêmes où se trouvait le camp de concentration.

Au nom des associations du CIIMER, José Gonzalez et Henri Farreny, lurent les messages de solidarité venus de partout en France et en Espagne, puis la lettre adressée au Président de la République française à la veille de sa venue devant la tombe du Président de la Seconde République espagnole, Manuel Azaña, en présence du Président du Gouvernement espagnol.



13 mars 2021 - La jeep du Capitaine Dronne devant la Gare de Borredon : ¡Viva La Nueva!

Une deuxième série de prises de parole a eu lieu devant la mairie de Septfonds, cette fois à l'initiative des organisateurs de la deuxième partie de la manifestation : associations de protection de l'environnement (COSALDE, France Nature Environnement), de partisans d'une agriculture écologiste (Confédération Paysanne) et de défense de la condition animale. Car, ici personne ne renonce : **il s'agit de stopper cette entreprise qui souille la nature et l'Histoire**. José Gonzalez a informé des actions en justice intentées par MER 82 et l'AAGEF-FFI, aux côtés de celles engagées par le COSALDE et France Nature Environnement.

La manifestation s'est poursuivie par des chants de lutte, certains spécialement conçus pour réclamer la fermeture de la porcherie industrielle, d'autres pour rappeler que les idéaux et combats de l'Espagne républicaine exigent le respect des lieux où ils ont souffert.



Voir galeries de photos sur les sites de MER 82 et de l'AAGEF-FFI

Hasta siempre: Joan Riera Santacreu

Né le 8 mars 1920 à Granollers (Catalunya), Joan Riera Santacreu est décédé le 25 décembre 2020 dans la maison de retraite Jeanne Penent de Cazères. Ses obsèques se sont déroulées le 29 décembre 2020 dans le cimetière de Cazères, en respectant les gestes barrières, en présence de ses deux nièces, l'une venue de Barcelone et l'autre du Comminges et d'une vingtaine de personnes comprenant des descendants de familles de républicains espagnols de la région. Joan venait de fêter ses 100 ans. Son cercueil était recouvert du drapeau de la république espagnole et du drapeau catalan.

Sa nièce barcelonaise devait en catalan rappeler son parcours. Le voici résumé.

Il était le fils d'une famille de la classe ouvrière de quatre enfants. Très jeune il était employé comme apprenti dans une fabrique de briques. Il adhéra au bout de quelques mois à la CNT (confédération nationale du travail) et aux jeunes anarchistes et libertaires de Catalogne. Quand la guerre d'Espagne éclate, en 1936, il a 14 ans. Il s'engage dans les troupes républicaines pour lutter contre l'armée franquiste soutenue par les dictatures d'Hitler, de Mussolini et de Salazar. Il fait partie de La Quinta del Biberón, puis du bataillon Durruti de la 150^e brigade de l'armée populaire répu-

blicaine. Il est gravement blessé sur le front d'Aragon et hospitalisé. Devant l'avancée des troupes franquistes il doit passer à pied, en boitant bas, la frontière française au Perthus. Il est évacué dans le camp de concentration de Saint-Cyprien où il subit une opération d'une jambe qui le laissera boiteux.

Dans ce camp, il rencontre par hasard son frère. En 1941, il est emprisonné dans le camp de concentration de Noé. Libéré au bout d'un an, pour se nourrir et survivre il travaillera tour à tour comme manoeuvre bûcheron et maçon dans de nombreuses entreprises de Cazères et des alentours. Il participera notamment à la construction de la maison de retraite Jeanne Penent.

Condamné à mort par le régime franquiste il ne put revenir en Espagne qu'après la mort de Franco en 1975. L'État espagnol lui accorda une pension de mutilé de guerre et l'Allemagne une pension de mutilé du nazisme.

Il continua à travailler jusqu'à sa retraite à Cazères. En 2019, année de ses 99 ans il accepta d'entrer dans la maison de retraite Jeanne Penent, où il est décédé.



François Galy

Cristino García : ¡presente!

Voici 75 ans, le 21 février 1946, **Cristino GARCÍA GRANDA** était fusillé à Madrid. Né le 3 juin 1913 aux Asturies (à Gozón), il participa à la révolte d'octobre 1934. Il fut lieutenant du XIV Cuerpo de Guerrilleros, en Espagne, puis l'un des fondateurs du XIV Cuerpo de Guerrilleros Españoles en Francia dont il commanda dès 1943 la 3^e Division (Gard-Lozère-Ardèche). Reparti lutter en Espagne en avril 1945, il fut arrêté en octobre 1944, torturé, condamné à mort en janvier 1945. Avec Cristino furent fusillés **Manuel CASTRO RODRÍGUEZ** et **Antonio MEDINA VEGA** également cadres de la Résistance espagnole en France. Ci-dessous sa carte d'officier des FFI, datée du 14 septembre 1944, porte les mentions: « GUERRILLEROS ESPAGNOLS – UNION NATIONALE ESPAGNOLE » et: « RÉGION DE TOULOUSE – ÉTAT-MAJOR RÉGIONAL ».



Région Occitanie : la Gare de Borredon, siège du CIIMER, lieu d'Histoire vivante pour les générations futures



Lundi 15 mars 2021, **Christian Astruc, Président du Conseil Départemental du Tarn-et-Garonne** a rendu visite au **CIIMER** (Centre d'Investigation et d'Interprétation de la Mémoire de l'Espagne Républicaine) à son siège : la Gare de Borredon, située à 7 km du Mémorial du camp de concentration de Septfonds.

Samedi 27 mars, **Marie Piqué, Vice-Présidente de la Région Occitanie**, en charge des solidarités, des services publics, de la vie associative et du logement est venue faire le point sur les 10 ans d'activité du CIIMER, union d'associations qu'elle connaissait bien déjà comme maire-adjointe de Cahors.

Les deux responsables - départemental et régionale - ont félicité le CIIMER pour sa contribution persévérante et féconde à la préservation et la divulgation d'un patrimoine historique et culturel trop longtemps oublié. Ils ont apprécié les aménagements réalisés et se sont enquis des besoins actuels, notamment en in-

vestissement. L'équipe du CIIMER s'est réjouie des convergences constatées en faveur du respect des **lieux d'Histoire** que sont le Mémorial de Judes, le Cimetière des Espagnols et la Gare de Borredon. Elle a souligné que des centaines d'Espagnols, mal reçus et mal traités dans le camp de concentration de Sept-fonds, furent des résistants précoces et résolus. A titre d'exemple ils ont cité **Domingo TEJERO** à qui la Mairie de Paris a dédié en 2019 la plaque ci-dessous, installée rue Manin (19^e arrondissement ; cf. bulletin n° 155, p. 11).



Christian Astruc et Marie Piqué ont rendu hommage aux Espagnols qui ont combattu le fascisme



1940 : d'Angoulême, le premier convoi de déportés civils d'Europe occidentale

L'Association des Espagnols de Charente poursuit sa persévérante activité pour faire connaître le sinistre Convoi des 927 (Convoy de los 927) qui, chargé d'Espagnols tirés du camp de concentration des Alliers, parvint le 24 août 1940 (oui : mille neuf cent quarante) au camp de concentration de Mauthausen.

C'est elle qui fut à l'initiative de l'installation - en janvier 2008 - d'une stèle devant la gare d'Angoulême, pour signaler aux passants et voyageurs cet événement aussi dramatique qu'odieux. Le 29 août dernier, elle a rencontré à ce sujet Anne Hidalgo, maire de Paris.

Le journal *La Charente Libre* a rapporté ce moment en ces termes :

La maire de Paris, invitée du FFA*, s'est arrêtée pour se recueillir sur la stèle rappelant que



Ci-dessus, de gauche à droite : Marie-France Brière (présidente du FFA), Conchita Gutiérrez, Anne Hidalgo, Pedro Martín, Nicole Pâtissier et Gregorio Lázaro responsables de l'association charentaise.

le 20 août 1940, le premier convoi de déportés est parti d'Angoulême avec 927 Espagnols à son bord. Pourtant fidèle au FFA "je n'avais jamais eu connaissance de cette histoire".

[cf. sur le vif : <https://youtu.be/hG9e1yx71zc>].

C'est l'association des Espagnols de Charente qui l'a conviée. Et pendant un court moment, la francophonie a été mise de côté pour laisser ces cœurs ibériques s'exprimer dans leur langue natale.

"Cette histoire se rapproche de celle de ma famille. Mon grand-père était un républicain qui a dû s'exiler. Et quand il est revenu en Espagne, il a été condamné à mort par Franco. Heureusement la peine n'a pas été exécutée."

* Festival du Film Francophone d'Angoulême.



1931 – 2021 à Auxerre

Nos amis de *Mémoire, Histoire des Républicains Espagnols*, association départementale de l'Yonne, nous ont fait connaître qu'ils commémoreront les 90 ans de la proclamation de la seconde République espagnole, le **14 avril 2021 à 17 h, à Auxerre, au square des Républicains Espagnols**. A cette occasion seront dévoilés des portraits du président **Manuel Azaña Díaz** et du poète **Federico García López**.

1931 – 2021 à Huesca

Nuestros compañeros del *Círculo Republicano de Huesca* informan que el **14 de abril a las 10 h** realizarán un **simbólico acto de izado de la bandera tricolor en el Memorial 545 del Parque Mártires de la Libertad**



Información sobre la **acción judicial contra el callejero franquista en Huesca**: armhamemoria@gmail.com y: <https://www.armharagon.com/> Para que la ley sea respetada y para apoyar el recurso contencioso administrativo, la AAGEF-FFI ha enviado 100 €.

De 1931 à 2021 à Bordeaux, l'exigence commune de Vérité, de Justice et de Réparation

Communiqué* publié le 6 avril 2021

Proclamation de la 2^e République Espagnole

Tous les ans, les quatre associations mémorielles girondines de Républicains espagnols, Amicale des Anciens Guérilleros Espagnols en France-FFI, ¡Ay Carmela!, Association du Mémorial de la Base Sous-marine, Association des Retraités Espagnols de la Gironde, organisent une cérémonie à l'occasion de l'anniversaire de la Proclamation de la 2^e République Espagnole le 14 avril 1931.

Et cette année, nous célébrons les 90 ans de la naissance de cette République porteuse d'immenses espoirs. En raison des conditions sanitaires actuelles, cet hommage ne peut être tenu que devant une assemblée très restreinte et nous ne pouvons pas appeler à un grand rassemblement public. Aussi, au nom de toutes et tous, une délégation de nos associations se réunira **devant le Mémorial de la Base Sous-marine de Bordeaux le mercredi 14 avril à 15 h 30** afin de saluer l'anniversaire de cette République toujours présente dans nos esprits.

Les quatre associations tiennent à rappeler l'importance et l'extrême modernité de cette république laïque qui fit souffler sur l'Espagne un vent de liberté et souleva un immense espoir pour les plus fragiles mais aussi pour les femmes. L'assassinat de cette République de

1936 à 1939, suite à un coup d'état militaire soutenu sans relâche par les régimes fascistes d'Hitler et de Mussolini, ainsi que par le Portugal de Salazar, sera le réel premier acte de la 2^e Guerre mondiale.

Ainsi exilés en France, après avoir connu les camps de concentration et le travail forcé comme à Bordeaux pour la construction de la Base Sous-marine, beaucoup de Républicains espagnols s'engagèrent dans la Résistance et participèrent à la Libération du pays avec l'espoir d'abattre ensuite la dictature franquiste en Espagne. Mais cette espérance fut trompée.

Nous tous, descendants ou amis de ces femmes et de ces hommes qui se levèrent pour défendre les valeurs de la 2^e République Espagnole, vous invitons à vous en souvenir plus particulièrement le mercredi 14 avril 2021 et à mener une réflexion sur ces événements commencés dans la joie et terminés dans le sang.

Ensemble, exigeons Vérité, Justice, Réparation !

* Pour l'AAGEF-FFI section de Gironde, Esméralda Laborda Travé, présidente

Pour ¡Ay Carmela !

Anne Marie Lefumat Mugica, présidente

Pour l'Association du Mémorial de la Base Sous-marine, Antonio Cruz, président

Pour l'Association des Retraités Espagnols de la Gironde, Pierre-Marie Estébanez, président

En cette date du 14 avril, notre Amicale ne manque pas d'unir à cet hommage, celui que nous devons au **Guérillero Pablo Sánchez**, tombé sous les balles nazies le 27 août 1944 au terme d'une mission de sécurisation du Pont de Pierre de Bordeaux et justement reconnu « Mort pour la France ». Un hommage lui sera rendu ce **14 avril à 14 h devant sa tombe, au cimetière de Bordeaux-Nord**.

Ensemble, envers et contre tout, poursuivons notre engagement pour entretenir et diffuser la mémoire des valeurs et des actions des combattants républicains espagnols.

Esméralda Laborda Travé
AAGEF-FFI section de Gironde

Ci-dessous, devant la tombe de Pablo Sánchez, photos prises les 27 août 2019 (à gauche) et 2020 (à droite). De gauche à d. : Joan Fabra, Laure Lastaste, Esméralda Travé et Pilar Sainz de la Maza.



Lettre de bienvenue devant la tombe du président de la République espagnole Manuel Azaña adressée le 10 mars 2021 au président de la République française Emmanuel Macron

Monsieur le Président de la République,

Permettez-nous de vous féliciter, avec émotion et solennité, pour avoir décidé de venir vous recueillir, lundi 15 mars, en compagnie de Monsieur Pedro SÁNCHEZ, Président du gouvernement espagnol, devant la tombe de Monsieur Manuel AZAÑA, président de la seconde République Espagnole du 11 mai 1936 au 27 février 1939.

Nous sommes extrêmement heureux, de surcroît, que cette démarche vous ayez décidé de l'accomplir **avec la participation de Monsieur le Président du Gouvernement de l'Espagne d'aujourd'hui.**

Manuel AZAÑA, grand ami de la France, a démissionné de sa charge le jour même où le gouvernement français de l'époque décida de reconnaître « *le gouvernement du Généralissime FRANCO* » (selon les termes des accords Bérard-Jordana) encore situé... à Burgos.

Nos gouvernants d'alors ont abandonné la République-sœur, précipitant sa chute un mois plus tard.

Manuel AZAÑA est mort à Montauban le 3 novembre 1940, au siège et sous la protection de la Légation du Mexique, car il était en péril d'enlèvement pour être livré au régime franquiste, comme l'avait été le président Lluís COMPANYS.

Monsieur le Président de la République, nous vous savons gré du geste de respect qu'aucun de vos prédécesseurs n'a réalisé avant vous.

Simultanément, nous tenons à rappeler que tout près de Montauban, environ

30 000 personnes, anciens soldats républicains espagnols en très grande majorité, furent enfermées dans le camp de concentration de Septfonds. Quatre-vingt-une d'entre elles gisent dans le « *Cimetière des Espagnols* » que nous avons fait inscrire au Patrimoine des Monuments Historiques de la France en 2011.

En 2018, sur suggestion du préfet du Tarn-et-Garonne, nous vous avons adressé une demande, accompagnée de 10 000 signatures, vous priant d'intervenir pour empêcher l'ouverture d'une porcherie industrielle à l'endroit même où se trouvait ce camp. Monsieur le Président, vous avez le pouvoir de faire cesser cette activité indigne en un lieu historique, de souffrance et d'injustice.

Nous souhaitons aussi attirer votre attention sur le fait qu'une proportion très importante des Espagnols qui se réfugièrent en France, comme dut le faire le président Manuel AZAÑA, ont pris part précocement et intensément à la Résistance.

Nombre d'entre eux avaient subi le camp de concentration de Septfonds, tels Domingo TEJERO PÉREZ, tombé en combattant à Paris le 9 octobre 1942, alors qu'il commandait le 2^e détachement espagnol des FTP-MOI.

Le 16 septembre 1944, à Toulouse, le Général DE GAULLE s'est adressé à Pedro GARCÍA CALERO, Espagnol blessé lors de la Libération de l'Ariège, en ces termes :

« Guérillero espagnol, je salue en toi tes vaillants compatriotes. Pour votre courage, par le sang versé pour la liberté et

pour la France, par tes souffrances, tu es un héros espagnol et français. ».

Ces paroles sont gravées sur le Monument National des Guérilleros à Prayols (Ariège) et sur le Monument aux Combattants de Pau.

Hélas, le 7 octobre 1950, l'*Amicale des Anciens FFI et Résistants Espagnols* fut interdite, peu avant que la France établisse des relations diplomatiques avec l'Espagne franquiste puis accepte son entrée à l'UNESCO et à l'ONU.

Les résistants espagnols ne furent autorisés à reconstituer leur association (l'actuelle AAGEF-FFI) qu'après la mort du dictateur.

Monsieur le Président de la République, le Conseil régional d'Occitanie vous a transmis un vœu, adopté lors de la séance plénière du 19 novembre 2020, intitulé « *Pour un geste de justice, de réparation et de gratitude envers les Espagnols résistants FFI* ».

Nous vous serions reconnaissants de bien vouloir examiner favorablement les demandes formulées dans ce texte.

Dans l'espoir d'être entendus nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, notre plus haute considération,

Henri Farreny Del Bosque

président de l'AAGEF-FFI
président du conseil de pilotage du CIIMER

José González Ocaña

président de MER 82
président du comité d'animation du CIIMER

Carmen Negrín Orellana

présidente d'honneur de la *Fundación Negrín*
vice-présid. du conseil de pilotage du CIIMER



Conseil de Pilotage du Centre d'Investigation et d'Interprétation de la Mémoire de l'Espagne Républicaine (CIIMER)
Consejo de Pilotaje del Centro de Investigación y de Interpretación de la Memoria de la España Republicana (CIIMER)

A Montauban, devant la tombe du président Azaña

les présidents Macron et Sánchez ont dialogué avec les représentants de l'exil républicain

Si le qualificatif « historique » a un sens, il s'applique parfaitement à l'hommage qui a été rendu lundi 15 mars 2021, au président de la République espagnole mort à Montauban le 3 novembre 1940. Pour la première fois un Président de la République française est venu se recueillir devant la tombe de son illustre homologue, de surcroît accompagné d'un président de gouvernement espagnol. Ce fut une cérémonie doublement officielle et au plus haut niveau, sans précédent depuis 81 ans.

L'évènement résidait aussi dans l'échange que les présidents Emmanuel Macron et Pedro Sánchez ont engagé sur place, avec les responsables d'associations représentatives de l'exil républicain. Bien que l'assistance était réduite à une trentaine de personnes, trois responsables du CIIMER (Centre d'Investigation et d'Interprétation de la Mémoire de l'Espagne Républicaine, union de 47 associations), ont été invités à s'adresser aux présidents français et espagnol : Henri Farreny Del Bosque, Joseph González Ocaña et Carmen Negrín Orellana.

Président de l'Amicale des Anciens Guérilleros Espagnols en France – Forces Françaises de l'Intérieur, (continuatrice de l'Amicale des Anciens FFI et Résistants Espagnols, créée en 1945 mais interdite dès 1950 sous la pression de Franco), Henri Farreny a sollicité le président français : « Comme chef de l'État, chef des armées, vous avez la charge de protéger les anciens combattants. Dont ceux qui, après avoir lutté contre le fascisme en Espagne, ont continué ici aux côtés des patriotes français. Comme l'a voté récemment le Conseil Régional d'Occitanie, vous avez le



pouvoir, régalien dit-on M. le président, de rouvrir les procédures d'homologation des unités FFI spécifiquement espagnoles qui n'ont pas été menées à terme. Régalez-nous M. le président : rendez justice aux résistants espagnols. ».

Président de Mémoire de l'Espagne Républicaine en Tarn-et-Garonne, Joseph González a déclaré : « A 30 km d'ici, se trouve le site de l'ex camp de concentration de Septfonds où furent indignement enfermés près de 30 000 soldats de la république que présidait Manuel Azaña. Voici une dizaine d'années, nos associations, ont fait inscrire les vestiges de cette sinistre activité concentrationnaire (le Mémorial de Judes, le Cimetière des Espagnols, la Gare de Borredon) sur la liste des monuments historiques de la France. Depuis 2 ans le site est souillé par l'activité d'une porcherie industrielle qui n'aurait jamais dû être autorisée. M. le président, faites le nécessaire pour que cesse cet outrage aux victimes et à l'Histoire. ».

Présentant Carmen Negrín, présidente d'honneur de la Fondation Juan Negrín, au président Macron, le président Sánchez a souligné : « l'important travail réalisé par cette fondation » et le parcours du « très grand

médecin Juan Negrín, devenu président du gouvernement ». Le Président Macron a été très étonné d'apprendre que Juan Negrín avait quitté l'Espagne avec les archives du gouvernement républicain, que celles-ci avaient passé toute la Seconde Guerre mondiale en France et qu'elles sont maintenant disponibles au siège de la Fondation Juan Negrín aux Canaries. Il a voulu comprendre pourquoi tout cet effort : « Parce que mon grand-père savait l'importance de sauvegarder la mémoire de l'Etat républicain », lui a précisé Carmen Negrín.

Le président Macron a assuré ses interlocuteurs qu'il lirait les documents remis et qu'il donnerait suite à cet entretien. Le président Sánchez s'est exclamé : « nous n'oublions pas Prayols ! », faisant allusion au Monument National des Guérilleros à Prayols. L'ambassadeur d'Espagne a pris note de l'invitation à prévoir une cérémonie du même haut niveau à Paris devant la tombe de Juan Negrín, dernier président du gouvernement espagnol au moment de la fin de la Guerre d'Espagne et jusqu'en 1945.

FG

Article et photo parus dans *Le Petit Journal - L'hebdo de la Haute-Garonne* (25 mars 2021).

A Septfonds, devant le Mémorial du camp de concentration,

le président du Conseil Départemental a rendu hommage aux Républicains Espagnols

Christian Astruc, président du CD du Tarn-et-Garonne, a pris l'initiative d'une cérémonie à Septfonds, lundi 15 mars 2021 à midi. Voici un extrait de son émouvante allocution.

« Mmes et MM. les élus, Mme la Présidente d'honneur de la Fondation Juan Negrín, M. le Président de l'Amicale des Anciens Guérilleros Espagnols en France - FFI, M. le Président de l'association MER 82, Mmes et MM., C'est avec une grande émotion que je me tiens aujourd'hui à vos côtés sur ce site du mémorial du camp de Judes à Septfonds. A partir du mois de mars 1939, notre département fut une terre d'exil pour des

milliers de réfugiés espagnols contraints de fuir devant l'avancée inexorable des troupes franquistes. Une terre d'exil, certes, mais, hélas, pas une terre d'accueil [...]

Alors que se tient aujourd'hui une rencontre au sommet à Montauban entre les plus hauts dirigeants de la France et de l'Espagne, [...] il m'a semblé inconcevable de ne pas rendre hommage à ces milliers d'anonymes. Car ce sont autant de héros qui, pendant ce prélude macabre au second conflit mondial qu'a été la guerre d'Espagne, ont incarné les premiers la résistance à l'idéologie fasciste qui allait bientôt ensanglanter le monde. Autant de

victimes, aussi, des traitements inhumains infligés par le pays de la déclaration des Droits de l'Homme, au mépris des valeurs supposées le fonder. Ce passé honteux qui entache l'Histoire de la France, il doit rester gravé dans nos mémoires, comme l'est le destin des milliers d'Espagnols restés fidèles à la République qui furent parqués à Septfonds et ailleurs en France dans des camps de concentration. Je sais pouvoir compter sur l'engagement des bénévoles des associations mémorielles ici représentées pour que, collectivement, nous n'oublions pas. ».

Merci M. le président

Nous avons présenté Juan José Linares Díaz dans notre bulletin n° 156 (31/12/2019), Joan Blázquez Arroyo et Jaime Nieto López dans le n° 157 (31/03/2020), Boris Frenkel et José Cu-bells Gálceras dans le n° 159 (20/11/2020), Francisco Ponzán Vidal, Marcel Langer, Rosa (Rosina) Bet et Damira Titonel, dans le n° 160. Voici un nouveau portrait synthétique.



Enzo Godeas est né le 31 août 1925 à Medea, en Italie, d'une famille d'immigrés italiens installée ensuite dans le Lot-et-Garonne, près d'Agen, à Castelculier.

Il participe très jeune, dès 1941-1942, au réseau d'Italiens antifascistes qui se met en place dans le département du Lot-et-Garonne, sous l'impulsion du Parti Communiste Italien clandestin : le PCI.

Sous l'égide de cadres du PCI qui se déplacent dans tout le Sud de la France, de nombreuses réunions politiques ont lieu pour diffuser des mots d'ordre, des directives et la presse clandestine. Enzo Godeas adhère à ce groupe. La plupart des membres sont liés par des liens de parenté.

Les premières actions ont lieu. Enzo participe à des sabotages de voies ferrées, des attaques à la grenade contre des soldats alle-

mands à Agen, des incendies de stocks de paille et de gerbières de blé devant être livrés aux Allemands au cours de l'été 1943. Il est remarqué pour son courage. Au deuxième semestre 1943 les Italiens du Lot-et-Garonne sont tous versés à la 35^e Brigade FTP-MOI dont le commandement interrégional est à Toulouse.

Le 7 janvier 1944, Enzo Godeas est chargé, protégé par deux autres combattants de la 35^e Brigade, d'exécuter Monseigneur Eugenio Noradino Torricella, directeur de la mission catholique italienne et directeur du journal italien *Il Corriere*, organe des missions catholiques en France dont le siège est à Agen. Ce journal encadrait spirituellement les émigrés italiens mais diffusait aussi l'idéologie mussolinienne parmi la communauté italienne. Enzo, recherché par la police et voulant éviter le recensement des Italiens en cours à cette époque en Lot-et-Garonne, est envoyé par ses chefs à Toulouse.

Le Polonais **Jan Gerhard**, commandant militaire de la 35^e Brigade qui a succédé à **Marcel Langer** après que celui-ci ait été arrêté (6 février 1943) et guillotiné (23 juillet 1943), le désigne pour participer à une action contre le cinéma *Les Variétés*, place Wilson à Toulouse. Au début du mois de mars 1944, le cinéma diffuse un film violemment antisémite : *Le Juif Suss*. Enzo Godeas, **Rosa** (Rosine)

Bet, tous deux italiens et **David Freiman**, roumain, sont chargés de déposer une bombe qui doit sauter entre deux séances de projection, la salle étant vide. Mais, peut-être par contact avec un spectateur ou par erreur de manipulation, la bombe explose prématurément, tuant sur le coup David Freiman et blessant gravement Rosa Bet et Enzo Godeas.

Rosa meurt le lendemain à l'Hôtel-Dieu, tandis que les policiers interrogent Enzo dans un autre hôpital toulousain : La Grave. Ils reconstituent son parcours de combattant. Le 2 mai 1944, il est incarcéré à la prison Saint-Michel, malgré l'aide apportée par le docteur Géraud, médecin du service, qui a tout essayé pour garder Enzo le plus longtemps possible et le soustraire aux vindictes de la justice.

Le 22 juin 1944, Enzo Godeas est jugé par une cour martiale composée de Miliciens et condamné à mort, la peine étant sans appel. Il est aussitôt fusillé, assis sur une chaise, sa blessure à la jambe n'étant pas encore guérie.

Le même jour est fusillé **Diego Rodriguez Collado***, guérillero espagnol arrêté dans le Lot 3 mois auparavant.

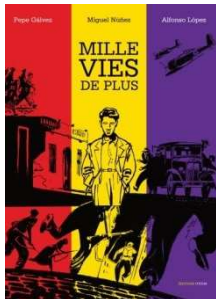
André Magne

* Déclaré officiellement *Mort pour la France* depuis le 11 juillet 2016, sur dossier présenté par l'AAGEF-FFI. Cf. nos bulletins n° 143 (30/6/2016, p. 1), n° 146 (30/6/2017, p. 10), n° 154 (30/6/2019, p. 4.)

Histoire, idéaux, luttes, drames, poésie...

des livres pour déconfiner nos esprits

MILLE VIES DE PLUS, c'est ce que souhaitait vivre **Miguel Núñez**. Engagé volontaire à 16 ans pour défendre la République espagnole, il a passé 17 ans dans les geôles franquistes. Parvenu en France, il a continué la lutte clandestine pour rétablir la démocratie en Espagne. **Pepa Gálvez** et **Alfonso López** sont les auteurs de cette instructive et belle **bande dessinée**, en noir et blanc, parue en août 2020 aux éditions Otium (124 p., 20 €).



Réédition En 2010, à l'initiative de la *Associació per a la Memòria Històrica i Democràtica del Baix Llobregat*, présidée par notre grand ami Paco Ruiz Acevedo, parut **TRAUMAS - NIÑOS DE LA GUERRA Y DEL EXILIO**.



L'ouvrage réunissait 38 riches témoignages d'enfants ou adolescents dont la vie fut boule-

versée par la Guerre d'Espagne*. Certains subirent l'exil vers l'Algérie, l'Argentine, la Belgique, les États-Unis, la France, la Grande-Bretagne, le Mexique, l'URSS, le Venezuela. D'autres vécurent sous la dictature franquiste, ce que l'on appelle parfois *l'exil intérieur*.

Parmi les témoignages, mentionnons ceux de Pedro Arcas, Miguel Barriendos, Juliana Berrocal, Fernando Cerdá, Amadeo Calzada, José Castejón, Franciscas Cruz, Conchita Del Bosque, Enric Farreny, Àngel Fernández, Pere Fortuny, Amadeo Gracia, Camelia Gómez-Cabanac, Rafael González, Luis Iriondo, Laure Lataste Garralaga, Pepita León, Luis Lera, Enrique Lister, Aida Lorenzo, Germinal Luis, Miguel Martínez, Saülo Mercader, Antonio Montilla, Josefina Piquet, Mari Carmen Rejas, Raúl Rodríguez, Daniela Triay, Emilio Vallés, Salvador Valverde, Àngel Villar.

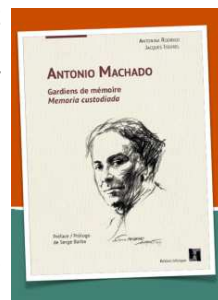
Ce 25 février 2021, en visio-conférence depuis Barcelone, était présentée une bienvenue deuxième édition. Contact : María Carmen Romero via : mrromer76@gmail.com ou via : memoriahistoricaibll@gmail.com.

* En 2012, à l'initiative de notre camarade Laure Lataste (laure.flamenco@orange.fr) 32 des 38 récits sont parus en français chez Elytis sous le titre : **Enfants de la mémoire**.

ANTONIO MACHADO - Gardiens de mémoire - Memoria custodiada, tel est le titre choisi par **Antonina Rodrigo** et **Jacques Issorel** pour présenter les femmes et les hommes, espagnols et français, qui veillèrent sur le poète à Collioure, ainsi que celles et ceux qui ont conservé vivante la flamme de sa mémoire jusqu'à nos jours.

L'ouvrage, entièrement bilingue français-espagnol, est préfacé par **Serge Barba**. Il offre aussi une chronologie détaillée de la vie et de l'œuvre d'Antonio Machado, un choix de 12 de ses poèmes, avec traduction de Jacques Issorel, et une abondante bibliographie. Il est illustré par de nombreuses photographies.

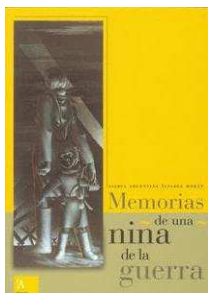
On peut se le procurer auprès de Joël Mettay (éditeur), 3 rue Élie Danflous 66400 Céret, au prix de 12 € (+ port : 4,5 €). Contact : jacques.issorel@laposte.net.



* Antonio Machado, né le 26 juillet 1875 à Séville, s'est réfugié en France fin janvier 1939. Il est mort à Collioure le 22 février 1939. Sa mère, qui l'accompagnait, décéda trois jours plus tard.

Su in extremis : Le film *D'après Arnal, itinéraire d'un crayon rouge* auquel ont participé nos camarades Rubi Scrive-Loyer et Philippe Guillen, va être présenté en ligne mardi 13 avril à 14 h 30. Suivre : www.languedoc-roussillon-cinema.fr/content/projection-en-ligne-dapr%C3%A8s-arnal-itin%C3%A9raire-dun-crayon-rouge pour vous inscrire. Si l'information vous parvient trop tard, se renseigner auprès de rubiscrive@gmail.com ou pquillen@hotmail.fr quant à d'autres possibilités.

A La Havane, le 8 février 2021, Isabel Argentina Álvarez Morán, « niña de la guerra », s'est éteinte au terme d'une longue vie d'exils multiples, de luttes et d'engagements. Testée positive à la Covid 19, hospitalisée, elle résiste encore une fois mais son cœur si courageux cesse de battre. En 2003, le gouvernement des Asturies avait publié ses mémoires.



Elle naît en 1923 à Gijón (Asturies) dans une famille ouvrière, et n'a qu'un an lorsque son père décide d'aller tenter l'aventure américaine. Il travaille en Patagonie dans une énorme hacienda. Elle raconte une petite enfance heureuse dans cette nature démesurée et son premier exil quand son père abandonne les insupportables conditions de travail de l'hacienda pour commencer une longue errance, au pied des Andes, au rythme des embauches. Isabel, garde de cette époque les souvenirs de paysages grandioses mais ne va pas à l'école, trop loin, et réservée aux riches.

La naissance d'une petite sœur, les nouvelles inquiétantes qui arrivent d'Espagne, font abandonner « le rêve américain » et la famille décide de rentrer. Après une traversée mouvementée, elle débarque au port de la Coruña avant d'arriver enfin à Gijón. Isabel découvre à la fois le bonheur de connaître sa famille et la nostalgie du monde qu'elle vient d'abandonner. Habitée aux grands espaces elle supporte mal la ville et la promiscuité d'un appartement où s'entasse la famille, mais l'école est une révélation avec une jeune institutrice soucieuse d'un enseignement novateur.

La Révolution des Asturies éclate en octobre 1934, son père qui jusqu'alors acceptait tous les travaux qui se présentaient se retrouve sans rien, sa mère part alors comme servante à Gijón sept jours sur sept.

Un jour son père se présente pour le poste de concierge d'une des splendides *fincas de Indianos* [domaines ruraux appartenant à des émigrants enrichis aux Amériques] de Gijón. Isabel l'accompagne, émerveillée, dans le parc de cette demeure qui lui semble le paradis. Son père réunit toutes les conditions pour occuper le poste, mais le Comte propriétaire de la *finca* voudrait qu'il s'inscrive à la Phalange, ce que cet homme de principes refuse !

Très vite, épuisée par les durs travaux, la mère d'Isabel tombe malade, c'est la tuberculose, il n'y a ni soins ni nourriture. Un jour où il n'y avait rien à manger la fillette est envoyée à l'usine de chocolat pour mendier quelques coquilles de cacao. Le contremaître la traite de mendicante. Humiliée, elle jura de ne plus jamais demander quoi que ce soit à personne et respecta ce serment toute sa vie.

La guerre éclate, sa mère vient juste d'être

enfin hospitalisée à Oviedo, qui tombe sous les bombes fascistes. Elle meurt sans que la famille la revoie. La situation est critique, le père ne peut s'occuper de ses deux filles

A Gijón le Gouvernement républicain avait réquisitionné une de ces splendides et prétentieuses maison de *Indianos*, énormes demeures, où se dresse bien droit un palmier symbole de leur fortune et de leur nostalgie. Ainsi la *Finca Bauer* fut transformée en refuge pour les enfants des combattants. Les Asturies, rebelles depuis 1934, objet de l'acharnement des troupes franquistes, tombent dès octobre 1937. Les enfants du refuge furent évacués vers l'Union soviétique.



A 14 ans, lors du départ vers l'Union soviétique

Commence alors pour Isabel et sa petite sœur un long exil. A cause des bombardements le bateau soviétique attendu ne peut arriver à Gijón. Les enfants sont entassés sur un cargo français : 3 jours avant

que le navire soviétique les recueille en France. Isabel se souvient de l'accueil chaleureux en URSS puis de leur installation dans une maison pour jeunes à Leningrad. Là elle commence des études d'infirmière mais la paix ne dure guère : « *Nous avons fini les cours et, joyeux, nous attendions un bateau qui devait nous emmener pour une excursion quand on nous avertit que les Allemands allaient attaquer. C'était juin 1941, Hitler lançait ses troupes contre l'Union soviétique. A nouveau la guerre allait changer notre vie !* ».

Malgré la dureté des circonstances, les Soviétiques n'abandonnèrent jamais les « enfants espagnols ». La plupart sont évacués vers l'Asie Centrale, le Caucase. Ils continuent à étudier, à travailler, aussi pour les plus grands, à participer à la défense du pays.

Quand la guerre éclate, Isabel suit un cours intensif des premiers soins, pour aller au front, mais, quand elle se présente avec ses camarades pour partir, on leur dit qu'elles sont trop jeunes et qu'il y a beaucoup à faire à Leningrad. Isabel vécut les 900 jours du siège de la ville : « *Nous démontions les usines, participions à la défense antiaérienne ; organisons la garde des édifices pour lutter contre les incendies provoqués par les bombes des nazis. Nous ramassions du bois, creusions des tranchées, nous occupions des blessés, des jeunes soldats qui ne pouvaient plus marcher, rendus fous par la faim, le scorbut.* ».

L'hiver, le thermomètre descendit à moins 40. Sur 121 de ses jeunes camarades, volontaires pour aller au front, 115 ont disparu. « *Je ne sais comment nous les filles nous trouvions la force pour continuer ni pour tenter de reconforter ceux qui perdaient forces et courage. Quand un de ceux que l'on connaissait mourait, nous les filles nous sacrifiions notre ration de*

pain de 90 grammes pour pouvoir l'enterrer, c'était le prix que demandait le fossoyeur pour creuser dans une terre complètement gelée ». Isabel raconte comment peu à peu la maison qui les accueillait se retrouva sans meubles ni parquets, utilisés pour faire du feu et ne pas mourir de froid. Les professeurs restèrent toujours avec eux : « *Ils nous disaient de recouvrir les cadavres de neige pour éviter les maladies. En 1942, à l'arrivée du printemps, on organisa des brigades spéciales pour recueillir les milliers de cadavres qui affleuraient avec la fonte de la neige. C'était horrible, les Allemands eux-mêmes qui observaient cette ville sans lumière, sans eau, sans combustible, sans nourriture, se demandaient comment on pouvait résister.* ».

Cette épopée a coûté des milliers de vies. Isabel a été décorée de la *Médaille de la défense de Stalingrad* ; cette médaille elle l'a gardée jusqu' à la fin de sa vie. Plus tard, Isabel épousa un Géorgien et eut une petite fille ; la vie dans cette famille était insupportable, elle les quitta avec sa petite fille qui mourut alors qu'elle n'avait pas encore deux ans.

La faim, la douleur, le désamour, Isabel tomba dans une profonde dépression. Elle avait 39 ans quand on lui proposa d'aller à Cuba comme traductrice des brigades soviétiques venues aider la jeune Révolution. Elle travailla à l'Université de La Havane, à l'Académie des sciences et rencontra Francisco Rey « *Moncho* », le dernier commandant de la *IV Agrupación de Guerrilleros de Galicia*, qui lutta dans les montagnes de Galice depuis sa sortie de prison en 1946.

En 1951 sur ordre du PCE il passe en France et, aux côtés de Julián Grima, travaille pour le parti jusqu'à ce qu'en 1964 il parte à Cuba, aider dans la lutte contre les contrerévolutionnaires des montagnes de l'Escambray. Il était veuf lorsqu'il arriva à La Havane avec une petite fille de 8 ans, Lina. Avec Isabel qu'il épouse ils militent intensément. Tous deux ont fini leur vie à Cuba après avoir pu revoir, après la mort de Franco, leur chère Espagne.



« *Quand je suis arrivée à Cuba je me suis dit 'je reste ici'. C'est alors que j'ai rencontré Moncho, ce fut une rencontre merveilleuse ; sa fille Lina, petite orpheline comme je l'ai été moi-même, était vraiment ma fille et c'est à Cuba que j'ai enfin récupéré la paix et fondé ce que nous avons toujours appelé, Moncho et moi, notre 'cellule familiale' avec nos petits-enfants et arrière-petits enfants* ».

Cette petite chronique je l'ai écrite en hommage pour la journée des droits des femmes.

Rubi Scrive-Loyer

LA REPÚBLICA DEL SIGLO XXI: diez tesis sobre el futuro de la democracia en el estado español para reflexionar, divergir, analizar y enriquecer el debate dentro del movimiento republicano

COMPATRIOTAS: tenemos que inventar la República del siglo XXI

Muchos compañeros y muchas compañeras intentan llamar a la proclamación de la República. Derrocar a la monarquía es por cierto nuestro reto común. La monarquía ha caído de nuevo en la deshonra, no tiene autoridad moral, el jefe de un estado cuyo propio ministro de universidades, el sociólogo Sr. Castells, afirma que la sociedad española está en descomposición; la corrupción endémica heredada del régimen anterior, las injusticias sociales, la deuda abisal, el espacio sanitario descompuesto, la educación pública sin medios, la manera de gestionar la economía, el caciquismo histórico, las grandes empresas libres de impuestos, la emigración sin límites, y tantas otras evidencias que son incompatibles con los principios básicos de una democracia. En consecuencia:

DEBEMOS CONSTRUIR LA REPÚBLICA DEL SIGLO XXI

Por eso pensamos necesario inventar, entre todas y todos, otro sistema adaptado a las realidades del siglo XXI, integrando las referencias históricas, los pensamientos filosóficos y valores que compartimos con aquellos que resistieron y resisten en la defensa de tres principios fundamentales defendidos en la última reunión en territorio español del Parlamento Republicano.

1- Reconciliación nacional fundamentada en la Verdad, la Justicia y la Reparación.

2- Soberanía Nacional, hoy hechos como el reconocimiento del Sahara como territorio marroquí de forma unilateral por los EEUU, no sólo es una afrenta sino que pone en peligro la españolidad de las Islas Canarias. La dependencia de nuestro sistema sanitario es otro hecho intolerable, la pandemia de la COVID 19 ha puesto de manifiesto que el espacio farmacéutico mundial era el mercado líder en materia de corrupción y dumping comercial. La política exterior y

económica sometida a instituciones que no están controladas democráticamente es una evidencia.

3- Consulta al pueblo sobre Monarquía o República.

CONSTRUIR LA REPÚBLICA DEL SIGLO XXI ES RECONSTRUIR LA SOBERANÍA NACIONAL

No podemos dejarnos llevar por la precipitación, ni caer en un radicalismo verbal que acabe por tercera vez en una derrota, y lo que sería peor, en una rendición incondicional. La urgencia no debe ni tentarnos a levantar viejas banderas sin más, ni tampoco a seguir los tambores de quienes querrán utilizar la República como coartada para cambiar la forma manteniendo el fondo. Debemos ser conscientes de que los que resistieron, se enfrentaron a potencias extranjeras interesadas en romper y debilitar a España; no sólo Alemania o Italia. Resistir es hacerse consciente de que el Reino de la Gran Bretaña, desde la Guerra de Sucesión, ha tenido como objetivo controlar el Mediterráneo y para ello su *Foreign Office* ha apoyado todo lo que podía convertir en protectorados ingleses, a Portugal, España, Italia, y la península de los Balcanes.

LA REPÚBLICA DEL SIGLO XXI DEBE SUSTENTARSE EN UNOS CIMIENTOS FIRMES

¿Pues cuáles son los bloqueos que impiden adelantar en dicho proyecto? Mostrar las diferencias abisales entre República y Monarquía ¡No solo es cambiar el jefe del Estado! ¿Por qué la historia se repite? Tenemos que entender lo que ha sucedido en este país, es decir, entender las causas de la llamada corrupción. No hablamos de algo que ha sido “puro” y se ha “corrompido”, hablamos de un comportamiento secular que se viene produciendo tapado por las banderas. Hemos vivido la transición permitiendo que el franquismo definiera qué es el patriotismo y el régimen monárquico nos ha impuesto una democracia sin aliento ligada a un sistema oligárquico sin futuro y a unas castas

herederas y beneficiarias del franquismo. En este país no hay salida si no tenemos presentes dichos desafíos que son los principales desencuentros entre los pueblos de España y el Estado, aunque sea hoy monárquico y mañana republicano si mantiene las mismas perspectivas.

DECLARARSE PATRIOTAS ES CONSTRUIR LA REPÚBLICA DEL SIGLO XXI

El republicanismo no caerá del cielo. Es necesario romper definitivamente con la idea de que los fenómenos observados se explican pasando de lo más simple a lo más complejo, es decir, de lo conocido por vivido y analizado hacia el futuro incierto inestable y versátil, o incluso a mutaciones repentinas e insospechadas. No hay evolución política, económica ni social a partir de viejas certezas. Redes y círculos invisibles a las órdenes del capitalismo internacional como a tantas otras redes de intereses personales están acabando con la democracia. La crisis del 2008 lo ha puesto de manifiesto derivando hacia una crisis social, cultural y moral cuyo resultado es más bien una inhibición fragmentada de una sociedad que ignora las lecciones políticas y morales de nuestra historia y está tentada por nuevas concepciones contrarias a las Constituciones democráticas. En la medida que la sociedad española esté en condiciones de relacionar el necesario duelo colectivo que el franquismo y el postfranquismo han bloqueado, se podrá o no poner los cimientos de la reconciliación nacional y la verdadera democracia.

LA RECONCILIACIÓN ES LA PRIMERA PIEDRA DE LA REPÚBLICA DEL SIGLO XXI

No subestimemos el riesgo de una explosión social en muchos países europeos que están dando vida a un neofascismo, aunque los seres humanos tengamos la singular capacidad de transformar la sociedad para no encontrarnos con un desastre económico, social y ecológico.

Desde los años 80 el sistema neoliberal viene deconstruyendo la sociedad del bienestar, poco a poco la ciudadanía pobre es cada vez más pobre y la clase media se está hundiendo. Las sociedades se desorganizan, las nuevas relaciones de subordinación clientelar no crean conciencia social constituida en una nueva cultura republicana, el individualista sustituye al ciudadano, fuente de la soberanía legítima de la sociedad. No puede haber reformas sin transversalidad social. Solían decir en los años 30: ¡queremos pan, sí, pero también queremos rosas!

DEBEMOS INVENTAR LA REPÚBLICA DEL SIGLO XXI

Solamente la mayoría podrá construir la República, debemos ir a buscar a los millones de ciudadanos, tanto demócratas como progresistas, para quienes el espacio republicano no es hoy día una prioridad porque sufren vejaciones y afrentas, fruto de la pérdida de soberanía a manos del capitalismo anglosajón. Refundar la República es combatir el mito de que ésta es sinónimo de colapso social, las dos Repúblicas han sido, al contrario, intentos de combatir la monarquía como máxima expresión simbólica de un régimen que ha acorralado a los pueblos de España en un callejón sin salida. La inocencia es un lujo que los Republicanos no nos podemos ya permitir; tenemos que mirar puertas adentro y terminar de levantar dudas y mentiras para luego invertir todos los esfuerzos en el desarrollo de la sociedad civil republicana, renovar el concepto de democracia, de política, y conservar el patrimonio republicano y difundirlo a las nuevas generaciones.

SOLAMENTE LA MAYORÍA PODRÁ CONSTRUIR LA REPÚBLICA DEL SIGLO XXI

La memoria y la República. No hay República sin memoria, no hay memoria sin reconocimiento republicano, las asociaciones memorialistas debemos tomar conciencia plena de que en España, en el siglo XX se cometió un

genocidio que se desarrolló mediante un proceso de tres fases: deshumanización de las víctimas republicanas, basada en el subproducto *pseudointelectualoide* de Vallejo Nájera y por una interpretación perturbada del cristianismo, heredera directa de la Inquisición, fruto de una iglesia de rituales, de supersticiones y del monopolio de los encantamientos. Seguidamente se produjo la pérdida de derechos civiles y políticos y finalmente el genocidio: robo de centenares de miles de niños y niñas, las fosas, los campos de concentración, el exilio... que marcan con heridas profundas al conjunto de nuestra sociedad, que intenta en vano refugiarse en el olvido y en el silencio cuando no, en el ruido que apaga las palabras.

La transición no significó una ruptura con el régimen anterior y la consecuencia más grave es que fomentó la *aculturización* para no afrontar la anterior deshumanización de una sociedad, para permitir la ignorancia de la criminalización de las víctimas mientras se ensalzaba a los verdugos. Mientras se olvidaban los avances conseguidos por la 2ª República se construía un modelo económico con los pies de barro que ha entrado ahora en crisis sistémica.

DEBEMOS REAPROPIARNOS DE LA HISTORIA REPUBLICANA ESPAÑOLA

La reivindicación de Verdad, Justicia y Reparación se ha visto bloqueada, no tan solo por el boicot de los herederos del franquismo. Unas amistades al más alto nivel han estado vinculadas durante décadas en esferas donde cualquier pensamiento divergente es juzgado en ilegitimidad. Esto explica la creciente brecha entre las aspiraciones de los ciudadanos y las políticas llevadas a cabo en los últimos años por estas castas invisibles. Así puede uno entender cómo las desregulaciones fueron impuestas a la Unión Europea reducida a ser un espacio de dumping social y fiscal abierto a todas las competencias desleales y dificultades externas, sino que de-

bemos tomar conciencia de que nosotras mismas estamos marcadas por casi un siglo de franquismo y de postfranquismo, de una cultura y una época demasiado larga durante la cual, inevitablemente, hemos sido invadidas por los prejuicios de los verdugos, corremos el riesgo de reproducir sus esquemas maniqueos.

Ante este peligro fascista, la urgencia no es decapitar a las élites como unos cuantos lo piensan, sino recordar que la promesa republicana es la de que las élites sean designadas según su mérito y provenientes de todos los estratos sociales de la Nación. Esto debería ser el preámbulo de cualquier proyecto republicano. Debemos esforzarnos en superar la condición de víctimas para reconocernos como patriotas.

DEBEMOS CONSTRUIR LA REPÚBLICA DEL SIGLO XXI

La República no es una ideología. No caerá del cielo, ni puede estar basada solamente en el recuerdo, debe tener en cuenta la realidad del presente. La República deberá forjarse en las luchas por la democracia en un mundo que está en crisis. En la actualidad, la acumulación de poder en corporaciones que no están sujetas al poder democrático pone en jaque a los mismos estados, la telaraña tejida por los megabancos, la *ciberocracia*, los media corporativos, los grandes fondos de especulación financiera, etc. se proponen dirigir el gran *reset* que condenará, según sus propios documentos: Davos, grupo de los 30... a buena parte de nuestras sociedades a unas relaciones de sumisión extremas y reducirá a los Estados a oficinas de gestión de los intereses globales. El escenario es terrible, sin embargo la voluntad de los pueblos de defender su libertad, igualdad y fraternidad es tozuda. La resistencia sigue siendo el camino más corto hacia la 3ª República.

CONSTRUIREMOS LA REPÚBLICA DEL SIGLO XXI

Víctor Sánchez y Ramón San Geroteo

Nouveaux outils pour connaître et réfléchir

Les 3 sites nommés ci-après en rouge ont été lancés en 2020 (an I de la covid-19 !). Les requêtes à présenter au navigateur internet(*) sont en bleu non souligné :

AAGEF-FFI-66

amicale-aagef-ffi-66.monsite-orange.fr

Mis en ligne au mois d'avril 2020, à l'initiative de la Section des Pyrénées Orientales de l'AAGEF-FFI, ce site propose une grande variété d'informations et de ressources à propos des Républicains espagnols. Les Pyrénées Orientales furent et demeurent un haut-lieu de la résistance aux fascismes : 1) pendant la Guerre d'Espagne de 1936-1939 pour soutenir les Républicains, 2) lors de *La Retirada* quand furent ouverts les indignes camps de concentration français, 3) sous l'Occupation allemande, 4) pour continuer la lutte antifranquiste...

Contacts : aagef.ffi.66@gmail.com

Archives de Luis Fernández, général FFI

archivesamicaleguerrilleros.wordpress.com

Ce site a été créé au printemps 2020 par notre camarade Jean-Charles Fernández pour donner accès à un ensemble de documents instructifs légués par **Luis FERNÁNDEZ JUAN**, président fondateur de l'Amicale des Anciens FFI et Guérilleros Espagnols, indignement interdite en 1950.

Contacts : jcfem@wanadoo.fr

AAGEF-FFI Informations

sites.google.com/view/aagef-ffi

Ce site résulte d'une volonté ancienne de l'AAGEF-FFI pour mettre à disposition, avec des explications circonstanciées, les publications de l'association créée par les guérilleros espagnols en 1945 (*Amicale des Anciens FFI et Résistants Espagnols*) interdite dès 1950, ré-autorisée en 1976 sous le nom actuel : AAGEF-FFI. De nombreux sujets relatifs à l'histoire des résistants espagnols y sont considérés : événements méconnus, biographies originales, activités de recherche, activités de vulgarisation, activités commémoratives. Une mine de matériaux, analyses, synthèses, à explorer, étudier, partager... et bien sûr à enrichir avec rigueur et discernement.

Contacts : aagef.ffi@free.fr

(*) Si vous recevez le présent bulletin par internet les liens ci-après sont actifs (cliquez dessus !):

<https://amicale-aagef-ffi-66.monsite-orange.fr>

<https://archivesamicaleguerrilleros.wordpress.com>

<https://sites.google.com/view/aagef-ffi>

(si difficulté, envoyez un courriel aux Contacts)

14 avril 2021 : merci aux vétérans dont le cœur vibre toujours aux idéaux du 14 avril 1931

Courrier adressé lundi 15 mars 2021 à **Ángel Álvarez**, président d'honneur de l'AAGEF-FFI

Cher Ange, querido Ángel,

Cet après-midi des représentants de notre vieille Amicale – cette Amicale que tu honores par ton parcours et par ta fidélité à ses raisons d'être et d'agir – seront à Montauban avec le président de la République française et le *presidente del gobierno español*, devant la tombe du dernier *presidente de la República* avant l'exil, Manuel Azaña.

En cet instant, nos représentants penseront à toi et à tous les résistants que le Général De Gaulle a salués, le 16 septembre 1944 à Toulouse, en ces termes :

« Guérillero espagnol, je salue en toi tes vaillants compatriotes. Pour votre courage, par le sang versé pour la liberté et pour la France, par tes souffrances, tu es un héros espagnol et français. ».

Cher Ange, querido Ángel,

Ce mercredi 17 mars 2021, tu auras 95 ans. Tu les célèbreras avec Carmen, la compagne de toute ta vie, et avec ta chère famille. Dans nos cœurs nous serons à vos côtés.

Nous t'adressons un humble « *Diploma de honor* », édité pour toi par le CIIMER dont nous sommes partie prenante, comme une marque de reconnaissance pour tout ce que tu as fait en faveur des idéaux de *nuestra República*.

Nous te souhaitons bonne santé et bonheur, nous t'embrassons fraternellement,

Pour l'ensemble de l'AAGEF-FFI, le bureau :

Alberto Antolín, Joan Fabra, Henri Farreny, Jacques Galvan, Jeanine Garcia, José González, Raymond San Geroteo, Chantal Semis

A tous nos anciens, avec la même affection :
¡Qué viva la República!

ÁNGEL

ÁLVAREZ FERNÁNDEZ

né le 17 mars 1926

à Moreda de Aller (Asturies)
Engagé dans l'OS, les FTFP, les guérilleros. Commandeur de la Légion d'Honneur
1^{er} évadé du *Train Fantôme*
Cf. bulletins n° 125-126-130-138



ÁNGEL

FERNÁNDEZ VICENTE

né le 14 juillet 1928

à Barcelone

En 1949, parti de Lyon lutter en Espagne avec un groupe anarchiste, condamné à mort, emprisonné 16 ans
Cf. bulletin n° 136



JESÚS

GARCÍA MARTÍNEZ

né le 30 octobre 1918

à Baza (Andalousie)

Engagé depuis Paris dans les Brigades Internationales (Bataillon Commune de Paris)
Cf. bulletin n° 150-151



FRANCISCO

LARROY MASUERAS

né le 2 juillet 1924 à Sariñena

(Aragon) Chevalier de la Légion d'Honneur. Croix de Guerre avec étoile d'argent pour sa participation à la Bataille de La Madeleine
Cf. bulletins n° 100-138 et [ici p. 2](#)



CHRISTIAN LEGRAND

Français

né le 20 décembre 1924

Parti lutter en Espagne en octobre 1944 avec la *Agrupación de guerrilleros*, condamné à mort, emprisonné 10 ans
Cf. bulletin n° 136



CARMEN MARTÍN

née **TORRES** le 22 mai 1923

à Algésiras (Andalousie)

Agent de liaison de la 5^e Brigade de l'Aude
Veuve de **TOMAS MARTÍN**, déporté à Mauthausen
Cf. bulletin n° 129



FRANCESC

PANYELLA I FABRERAS

né le 23 septembre 1923 à

Vallirana (Catalogne)

Déserteur de l'armée française en décembre 1945, poursuivi comme *rebelde*
A reçu la *Creu de San Jordi*
Cf. bulletin n° 136



Bulletin d'adhésion à l'AAGEF-FFI



- L'avènement de la II^e République espagnole, la guerre pour la défendre,
- la guerre antifasciste encore en France et sur les autres fronts,
- la lutte antifranquiste ici et là-bas,
- des décennies de courage et de dévouement pour la liberté...

Vous voulez que l'histoire des résistants espagnols soit connue et reconnue ?

Et qu'elle serve à comprendre le passé, éclairer le présent et le futur ?

Que vous soyez ou non descendant(e) de républicain espagnol,

rejoignez l'Amicale des Anciens Guérilleros Espagnols en France – Forces Françaises de l'Intérieur

Je, soussigné(e)
né(e) le à
demeurant à

adhère à : l'Amicale des Anciens Guérilleros Espagnols en France – Forces Françaises de l'Intérieur

Téléphone(s)

Adresse internet

Profession

Autres informations

A imprimer et renvoyer au siège national : AAGEF-FFI, 27 rue Émile Cartailhac, 31 000 Toulouse, ou à transmettre à un responsable national ou départemental connu de vous, avec un chèque de 25 € à l'ordre de : AAGEF – FFI

Si une section locale de l'AAGEF-FFI existe dans votre département, vous serez accueilli(e) par elle.

La cotisation comprend l'abonnement au bulletin d'information trimestriel. Contact aagef.ffi@free.fr